

# LE MONDE ILLUSTRÉ

JOURNAL HEBDOMADAIRE



## ABONNEMENTS POUR PARIS ET LES DÉPARTEMENTS

Un an, 21 francs; — Six mois, 11 francs; — Trois mois, 6 francs.

Le numéro : 35 c. à Paris — 40 c. dans les gares de chemins de fer.

Tout numéro demandé quatre semaines après son apparition sera vendu 40 c.

Le volume semestriel : 11 fr. broché. — 16 fr. relié et doré sur tranche.

LA COLLECTION DES 26 VOLUMES : 281 FRANCS.

Adresser tout ce qui concerne la partie littéraire et artistique

à M. PAUL DALLOZ, directeur.

## BUREAUX DE VENTE ET D'ABONNEMENT

9, RUE DROUOT, OU 13, QUAI VOLTAIRE

14<sup>e</sup> Année. N<sup>o</sup> 701. — 17 Sept. 1870.

## DIRECTION ET ADMINISTRATION

13, QUAI VOLTAIRE

Toute demande d'abonnement ou accompagnée d'un bon sur Paris ou sur le poste, toute demande de numéro à laquelle ne sera pas joint le montant en timbres-poste, sera considérée comme non avenue. — Toute réclamation, toute demande de changement d'adresse doit être accompagnée d'une bande imprimée. — On ne répond pas des manuscrits envoyés.

Adresser tout ce qui concerne les abonnements et l'administration à M. BOURDILLIAT, administrateur.

## SOMMAIRE

TEXTE : Courrier de Paris, par Charles Yriarte. — Bulletin de la guerre. — Souvenirs de l'invasion, par Lorédan Larchey. — Courrier du Palais, par Petit-Jean. — La petite Marie, par Louis Dépret. — Théâtres, par Charles

Monselet. — Chronique musicale, par Albert de Lasalle. — Chronique élégante.

GRAVURES : Le château de Bellevue, près de Sedan. — Arrivée du roi de Prusse au château de Bellevue. — Porte de Sedan où le capitaine Lauriston plaça le drapeau parlementaire. — Quartier général de Sedan, la sous-préfecture. — Bombardement de Sedan. — Incendie de

Mouzon par les Prussiens. — Napoléon III conduit par les hussards de la mort. — Les Prussiens mitraillés à travers le port des Pêcheurs. — Le 3<sup>e</sup> zouave refusant de capituler. — Les spahis quittant Paris pour aller contribuer à sa défense en dehors de l'enceinte. — La ville de Metz avant l'investissement. — La ville de Toul. — La forteresse de Laon avant l'explosion. — Les mobiles de Bretagne. — Echees et rébus.



Le château de Bellevue, près Sedan, dans lequel a eu lieu l'entrevue entre Guillaume I<sup>er</sup> et Napoléon III. — (D'après le croquis de M. Moullin, notre correspondant.)

## COURRIER DE PARIS

On dit que le suicide est contagieux; l'héroïsme doit l'être bien davantage. En ayant devant nous des exemples aussi héroïques que ceux de Strasbourg, Toul, Phalsbourg, Verdun, Thionville, Montmédy, Metz, Bitche et Laon, on se prend à penser que jamais, dans notre misérable existence, nous ne trouverons, tous tant que nous sommes, Français valides, une plus belle et plus sainte occasion de mourir.

Que ceux qui sont enfermés dans Paris aient toujours présent à l'esprit l'héroïsme de Strasbourg; qu'ils aient éloigné d'eux tout ce qui peut amolir leur courage et toucher leurs cœurs au moment de la suprême résistance; qu'ils descendent en eux-mêmes et soient prêts à paraître à tout instant devant celui qui voit tout.

C'est à chacun de juger par lui-même s'il doit accepter le sacrifice que veulent s'imposer certaines femmes assez dévouées pour ne pas quitter leurs foyers pendant le siège. Il en est d'assez stoïques pour désirer partager le danger et rester au seuil de leur maison pendant que les hommes vont aux remparts ou luttent dans les forts. J'estime qu'on doit les laisser accomplir saintement leur mission d'épouses; mais il faut éloigner les enfants; ceux-là du moins peuvent oublier, et si Dieu nous appelle devant lui, quand les orphelins demanderont où est leur père, les mères en deuil leur répondront qu'il est mort pour la patrie, et qu'en mourant il leur a laissé le sublime héritage d'une vie pure et d'une fin qui est un exemple, un honneur qui les ennoblit à jamais et les engage devant l'avenir.

Il nous est impossible d'envisager autrement la situation; mais nous n'avons ni exaltation ni ivresse; nous conservons notre sang-froid en face de l'épouvantable destinée qui attend cette grande ville de Paris; mais nous savons qu'elle a charge d'âmes, qu'elle est l'objectif du monde entier; que du Nord au Midi, des tropiques brûlants aux pôles glacés, les nations attentives nous regardent et nous jugent; elles se demandent si nous sauverons le drapeau de la civilisation et si nous saurons mourir.

Il ne s'agit plus de la vie d'une certaine quantité d'individus; il s'agit de la vie de la France. Il faut tenter d'arrêter l'ennemi sous nos murs, pour permettre à la nation tout entière d'organiser la défense et de harceler l'ennemi. Il s'agit de savoir si, oui ou non, la France vivra demain, et si nous serons rayé à jamais de la liste des nations.

Si nous ouvrons nos portes, si nous n'avions d'autre préoccupation que celle de la paix à tout prix, nous pourrions vivre sans doute; Paris, la ville lâche et efféminée verrait bienôt s'effacer la trace des ennemis; ses théâtres resplendiraient de lumière, ses promenades seraient sillonnées d'équipages; aux milleueurs des becs de gaz, on verrait, comme autrefois, scintiller ses étalages et circuler la foule sur ses boulevards; mais on dirait à tout jamais: « Les enfants de Paris sont des lâches, les femmes de Paris sont des courtisanes chontées; elles ont agité leurs mouchoirs à l'approche de l'ennemi, et ce sont les dignes compagnes de ces efféminés et de ces sans cœur. »

C'est une mission qu'il faut accomplir, c'est un devoir qu'il faut accepter dignement, simplement; cela est. L'heure de cette nécessité invraisemblable est réellement venue, et rien ne saura nous y soustraire.

Assez de fois Paris a compromis la France par ses coups de tête, ses fantaisies et son attitude; le moment est venu de racheter tout cela par un immense sacrifice. N'est-ce pas Paris qui a eu ces horribles journées de juin 1848, qui ont failli livrer la France tout entière à ceux qui, sans pitié, déclarent la guerre à la société et à la famille? Que

Paris se lève, et que septembre 1870 fasse oublier juin 1848.

D'ailleurs, Moncey a défendu Paris en 1815, l'École polytechnique est morte aux buttes Chaumont. Est-ce que nous ne ferons pas ce qu'ont fait nos pères épuisés par vingt ans de lutte, par des guerres de géant, sans argent, sans population virile, sans foi politique?

D'ailleurs, tout le monde ne meurt pas dans un tel combat, et tous dussent-ils mourir, c'est encore une nécessité et un devoir imprescriptible de prendre un fusil et de faire une muraille de son corps à cette ville de Paris qui est notre mère.

Ne nous pressons pas trop d'écrire l'histoire de cette funeste invasion. Sous le coup de ces événements successifs, quand la relation authentique de chaque journée exigerait un volume entier, on s'expose à des inexactitudes sans nombre.

La capitulation de Sedan, cette grande douleur et cette inévitable honte, reste enveloppée de ténèbres; chaque général échappé à ce désastre, chaque officier, chaque soldat apporte un document nouveau et rectifie une erreur.

Quand on pense qu'on en est encore à savoir si le général De Failly, qui certes fut pour une grande part dans ce désastre, est bien véritablement mort, comment tenter de raconter la série des événements?

Pour nous, jusqu'alors, le général de Wimpffen avait été l'éditeur responsable, non pas de la déroute, car Wimpffen n'a jamais faibli, mais du moins de la signature de la capitulation, et maintenant nous voyons au contraire qu'il figuré parmi ceux qui n'ont pas voulu s'engager à ne plus porter les armes contre la Prusse pendant cette campagne. Que d'obscurités, que de faits contradictoires! Ne nous hâtons donc point, attendons toutes les pièces du procès pour juger sainement.

Déjà Nancy, qu'on avait stigmatisé comme une ville qui n'avait pas fait son devoir, recouvre son prestige. On raisonne, on voit cette ville n'ayant à opposer, à tout une armée, que quatre-vingts fusils à peine maniés par des pompiers, et la France relève M. Polevin et M. Welche du verdict qu'elle avait rendu contre eux.

L'histoire de la citadelle de Laon n'est pas plus avérée.

Le fait est là. Laon s'est rendue, et la citadelle a sauté. Est-ce un accident, est-ce le fait de l'héroïsme du général commandant la citadelle, ou celui du garde du génie qui a mis, de son initiative privée, le feu à la mine pratiquée en vue d'une extrémité à laquelle on avait été réduite? Tout est encore mystérieux dans cette affaire. Le fait subsiste et il est héroïque; à qui revient la part d'honneur, c'est ce qu'on saura peut-être à l'heure où paraîtront ces lignes, mais ce que nous ne savons pas encore.

M. Charles Dasmazes, qui fut procureur général à Laon et qui aujourd'hui est juge au tribunal de la Seine a conservé d'étroites relations avec la ville de Laon: c'est lui qui nous fournit les documents dessinés nécessaires pour bien faire comprendre au public ce qui vient de se passer dans la citadelle, et ce qui, jusqu'à nouvel ordre, reste la vérité pour nous.

Laon est une ville de neuf mille habitants; c'est la patrie de Méchain, le célèbre astronome; du maréchal Serrurier, de Suin et de ce même général Wimpffen qui remplaça Mac-Mahon à la bataille de Sedan.

La ville est située sur une hauteur défendue par une forteresse qui constitue un ouvrage militaire important, développé par Henri IV, qui s'en empara en 1594. Déjà, en 1419, Laon avait joué un rôle, le duc de Bourgogne l'avait livrée aux Anglais.

La ville est murée; la citadelle, juchée à une hauteur énorme, commande la route de Reims. Napoléon et Blücher s'étaient livrés, sous les murs de cette ville, une bataille indécise et sanglante, les 8 et 9 mars 1814, et quand le premier empereur

partit pour l'exil, il dit en passant au pied de cette citadelle: « Que n'ai-je connu la force de cette position? j'aurais pu m'y enfermer avec une armée. »

Dans ces derniers temps, des officiers du génie le commandant Le Camus, les capitaines Lejeune et Lefèvre avaient développé les travaux et le capitaine Gauthier y résidait aux derniers événements.

Le préfet Ferrand est celui dont on a remarqué la vigoureuse proclamation; M. Vinchon était maire et M. de Vilestivaud le commandant de la garde nationale.

Au commencement des hostilités, le général Brayer commandait le département; on le jugea digne d'un commandement à l'armée du Rhin, et il fut remplacé par le général Thérémín, qui avait commandé autrefois le département, et, ayant atteint la limite d'âge, s'était retiré dans une petite propriété aux environs. La loi nouvelle lui avait permis de reprendre son épée; il prit le commandement et forma le projet de se défendre dans la citadelle. Il connaissait la force de la position, n'avait que fort peu de canons, mais était bien muni et appuyé du reste par un certain nombre d'hommes de bonnes troupes.

Quand le général Vinoy, qui n'avait pu rejoindre Mac-Mahon, battit en retraite sur Paris, le général de Maud'huy rassembla toutes les troupes que Thérémín commandait et abandonna Laon à douze cents gardes mobiles de l'Aisne, jeunes gens braves mais peu exercés et appartenant aux arrondissements de Saint-Quentin et de Laon.

La municipalité, préoccupée de la difficulté de défendre cette ville assez étendue, avait fait plusieurs démarches pour obtenir une garnison sérieuse; les démarches restèrent sans résultat, il fallait couvrir Paris. Quant au général Thérémín, il observait aux fonctionnaires qu'il comprenait la situation difficile de la ville, mais qu'avant toute chose, lui, général français, devait se préoccuper de l'honneur du drapeau.

Tout porte à croire qu'il fit creuser la mine, avec l'appui des gardes du génie et de quelques hommes dévoués, et attendit les événements.

Le vendredi, il déjeuna tranquillement à l'hôtel du Chevreuil, puis se rendit à la citadelle; il y fut bientôt rejoint par le conseil municipal, qui accompagnait des officiers d'état-major prussiens qui précédaient un détachement faisant partie du corps d'armée du prince de Mecklembourg-Schewerin.

Thérémín écouta les parlementaires, parut se rendre à leurs raisons, fit évacuer le fort par la jeune mobile, et resta avec l'état-major ennemi et une partie des troupes. Malheureusement, si on en croit les dépêches prussiennes, un grand nombre de jeunes gens de la ville restaient encore avec eux.

C'est alors qu'une épouvantable détonation se fit entendre; la citadelle sautait: le sol violemment soulevé, la caserne, la poudrière, et les assistants disparaissaient dans un nuage de fumée.

On ne se rend pas encore bien compte de ce qui était arrivé. On suppose qu'un garde du génie, qui était dans la confiance du général, a mis le feu aux poudres et a pris sa part de l'héroïsme du vieux Thérémín.

S'il en est ainsi, et c'est probable, voilà un héros et voilà un martyr de la patrie. Assez de fois déjà Thérémín avait dit qu'il ne devait avoir souci que de l'honneur du drapeau et qu'il ne pouvait que plaindre la ville, que d'ailleurs on pouvait l'évacuer.

Le nom de la ville de Laon, celui de Thérémín et le nom obscur de ce garde du génie, doivent être inscrits sur le livre d'or de la patrie. Et peut-être malheureusement, aussi le nom des mobiles morts avec eux.

C'est avec de tels exemples qu'on détermine l'enthousiasme et qu'on sauvera la France.

M<sup>me</sup> de la Ferronnays, qui fait partie de la Société de secours aux blessés, et qui, à côté de M<sup>me</sup> de Flavigny, déploie un courage et un patriotisme qui lui font le plus grand honneur, vient d'assister à l'at-

de ce spectacle qu'offrent la ville de Sedan et ses alentours.

Nous avons là, paraît-il, des milliers de blessés qui sont couchés par terre, sans matelas, sans couvertures, sans chirurgiens, sans bandages et sans nourriture et secours d'aucune sorte.

Comme elle apportait de Paris quelques provisions, ces malheureux se jetaient sur elle avec une avidité qui ne se décrit point, et elle dut partager son pain par petits morceaux. A celui-ci, elle donnait une goutte de vin, et les regards avides des autres portaient envie à celui qu'on venait de secourir.

Pas de médecins, pas d'abris, pas de charpie, pas de pain! C'est horrible cette guerre, et soient maudits dans l'histoire ceux qui nous l'ont imposée.

A deux lieues avant d'arriver à Sedan, les chevaux blessés errent à l'aventure en poussant des hennissements; la route est jonchée de morts; à peine les blessés sont-ils relevés; les cuirasses, les caissons, les armes de toute sorte, sont là, épars sur le sol.

Quand on connaît la ville de Sedan, active aux jours de paix, pleine de manufactures, de métiers, habitée par une population ouvrière assez pauvre, comment comprendre que cent mille soldats ont pu être ainsi agglomérés, sans qu'il en résulte l'horrible famine et le dénûment sans pareil?

D'ailleurs, il paraît que déjà, le jour de la bataille, quand les Français entrèrent, leur première préoccupation fut de se jeter sur les vivres, de piller les aliments de toute sorte; ces malheureux n'avaient pas mangé depuis vingt-quatre heures, et ces soldats hâves, exténués, pressés par un ennemi effroyablement supérieur en nombre, avaient déjà épuisé les ressources du pays, qui est tout industriel et n'offre que des ressources assez restreintes.

Dans un moment aussi grave, nous ne saurions trop recommander le sang-froid à tous ceux qui, citoyens, soldats, gardes nationaux, gardes mobiles, apportent leur part de dévouement aux intérêts de la chose publique.

D'abord à l'article des espions.

Personne plus que nous ne sait jusqu'à quel point la Prusse a joué de ce perfide instrument: elle les a enrégimentés, administrés, divisés en sections, en spécialités, et j'ai cité, je crois, ici même, cet incroyable exemple d'un officier prussien engagé comme berger dans une des fermes du Domaine, sur le plateau de Satory.

Conduisant son troupeau sur ces hauteurs, il assistait chaque jour aux expériences de toute nature qui se faisaient au polygone de Satory, constatait les résultats, mesurait la portée, étudiait les moindres particularités de chaque manœuvre, et faisait ses rapports à son inspecteur général.

On n'en finirait pas si on écrivait l'histoire anecdotique de l'espionnage prussien pendant la campagne de France. Cependant, il est nécessaire de conserver son calme, de réfléchir, de se rendre à l'évidence, et de ne point tomber dans l'exès qui fait voir un espion dans chaque passant.

Déjà, le jour de la proclamation de la République, sur la place de l'Hôtel-de-Ville, nous avons dû pérorer devant la foule pour arracher à sa fureur un pauvre diable qui n'était pas plus un espion que nous n'en sommes un nous-même. Hier, c'était autre chose, on s'en prenait à qui? à un *réchappé*; à un héros modeste, un pauvre cavalier en lambeaux, qui avait traversé toute la France sur un cheval sans selle et s'en était allé à Versailles. Après avoir disputé sa vie aux caïons prussiens, il soutenait une lutte sérieuse contre des gardes nationaux trop zélés.

Cela se passait dans un village à la porte de Paris. Les gardes affairés, l'arme au bras, réunis devant leur maire, attendaient toujours une proie qui ne venait pas s'offrir, quand on vit passer sur la route une voiture contenant des fusils. Ces armes, posées dans une charrette recouverte d'une banne, n'étaient même pas cachées par une bâche, et le charretier, dans son innocence, s'en allait les bras ballants, tandis que la sentinelle groupait autour d'elle tous ces gardes oisifs qui réfléchissaient

sans doute au nombre de leurs voisins de campagne qui étaient sans fusils, et à ces mystérieux wagons trouvés à la gare du Nord.

En un instant ce fut une tempête; le pauvre diable de charretier, ahuri, déclara qu'il venait de Paris, qu'il allait à Dampierre et qu'il accomplissait un devoir.

Du reste, il révélait que deux autres voitures venaient derrière, et, qu'en avant on trouverait une énorme voiture chargée de fourrages sous lesquels on avait caché 25,000 cartouches.

Un habitant du village passe dans un tilbury, il prend avec lui deux officiers, les gardes s'arment, c'est une véritable expédition; on ramène la poudre et les armes, et, par la même occasion, comme se trouvait sur la route le soldat du 1<sup>er</sup> hussards dépenaillé, crotté, meurtri, on le cerne et on l'emmène.

Le pauvre diable était un peu *en riolle*, il jurait qu'il ne craignait pas la mort, ouvrait sa chemise en présentant sa poitrine et hurlait à ces bons bourgeois en armes:

— Fusillez-moi donc, Prussiens!

Au fond, c'était très-comique mais hélas! ces paniques-là ont leur danger.

Nous passions par là, nous entrons, on croise je ne sais combien de baïonnettes; nous passons néanmoins avec l'aplomb qui caractérise les hommes qui sont décidés à faire leur devoir.

On voulait à toute force que ce pauvre diable fût Prussien et espion; il riait à se tordre, on redoublait de fureur; alors il pleurait ou restait muet, essayant en vain de désarmer ces hommes innocents et qui, manquant de Prussiens pour le quart d'heure, cherchaient un aliment.

Tout allait s'embrouiller et on le mettait sous les verroux. Je réclame la parole, je proteste et déjà je suis suspect.

— Voulez vous faire une expérience? dis-je à l'autorité compétente.

Interrogez le devant moi, je connais tous les officiers de son corps. S'il répond d'une façon péremptoire, je vous prie de mettre ce pauvre diable en liberté. Il va à Versailles, où tous les trainards et les réchappés de la cavalerie vont se reformer.

On accepte.

— Quel est votre régiment?

— 1<sup>er</sup> hussards.

— Votre colonel?

— Prince de Bauffremont.

— A-t-il été blessé à Sedan?

— Non, et il a chargé à notre tête.

— Votre lieutenant-colonel?

— Le marquis de Gantès.

— Est-il mort ou blessé?

— Il est blessé à la cuisse, son cheval a été tué, et il a continué son service; c'est un rude soldat le marquis.

— Je vous en prie, messieurs, dis-je, tout cela est exact, j'ai des nouvelles de tous ces officiers, ils sont prisonniers à Sedan et n'ont pas voulu signer la capitulation; au lieu de vilipender ce pauvre soldat, vous devriez l'héberger et lui faire fête.

C'était des braves gens, tous ces gardes nationaux, ils avaient envie de bien faire, qui est-ce qui en doute? En bien, voyez ce que c'est que le zèle sans l'intelligence, le pauvre troupière fut bloqué, mis au poste, et nous ne pûmes l'arracher à la vindicte des citoyens armés contre les Prussiens.

Et les voitures d'armes?

Ah! les voitures, c'était encore plus naïf, et jamais on ne vit de telles rumeurs; on allait répétant d'un bout à l'autre du pays: « Voyez-vous, quel aplomb, ces Prussiens? ils désarment Paris, et ils sont si roués qu'ils ne couvrent même pas les fusils! »

Et c'étaient des menaces, des vanteries, des paniques, des commérages de vieille femme, des ébahissements d'enfant. Chacun voulait voir la voiture, et tout autour de la place on entendait les plus étranges propos: « Aussi, je me disais bien, ces chevaux-là n'ont pas l'air de chevaux français. » — Comme si la charrette arrivait directement de Berlin!

Enfin, bref, le duc de Luynes voulait généreusement armer ses populations, et avait envoyé, dans des voitures dont les plaques portaient son nom, chercher les armes et les munitions destinées à ses villages.

Il est clair qu'on aurait dû les faire escorter ces armes; mais enfin, c'était si simple, un doigt sur le télégraphe, un renseignement demandé et on s'épargnait ces rumeurs.

Le soir, nous étions à plusieurs lieues de l'endroit en question, et la boule de neige avait grossi. Il est probable qu'à cette heure-ci les bruits les plus extraordinaires circulent au sujet de cette séquestration.

Et mon pauvre hussard, en attendant, aura couché au poste. Dieu sait! il est même capable d'y être encore, parce que j'avoue que tout cela l'avait un peu exalté, et qu'il s'écartait légèrement des règles de la civilité puérile et honnête à l'égard des gardes nationaux.

Les *bizets* surtout l'exaspéraient beaucoup.

Cependant, ne rions plus, il y a là un enseignement, et si j'ai raconté cette petite histoire, il faut à toute force en tirer un enseignement.

Du calme, du sang-froid, pas d'exaspération, pas de panique. Pas trop de confiance non plus, mais enfin, raisonnons nos soupçons et rendons nous à l'évidence.

Dans des circonstances aussi graves que celles où nous nous trouvons, n'aggravons pas les choses par ces ahurissements et ces soupçons.

Soyez donc qu'il suffit, par le temps qui court, qu'un mauvais citoyen montrât du doigt un excellent patriote en le faisant passer pour Prussien, pour que le pauvre homme, qui n'en pourrait mais, fût écharpé par la foule ou mis dans la nécessité de prouver ce qu'on ne peut pas toujours prouver, surtout aux yeux de ceux qui sont prévenus.

Et pendant le siège qui nous pend au nez, ce sera plus grave encore.

Donc, du calme, de l'énergie, du patriotisme et du sang-froid.

De même que le Gouvernement se dispose se scinder et à partir pour Tours, afin de pouvoir rester en communication avec la France; les journaux, afin de pouvoir communiquer avec leurs abonnés, vont doubler leur rédaction et paraître à la grâce de Dieu dans les villes qui seront encore à l'abri de l'invasion.

A Tours d'abord, où M. Crémieux représentera le Gouvernement, à Bordeaux ensuite, à Marseille enfin, à bord d'un bâtiment s'il le faut, là où sera la France pour l'instant.

*La Liberté* commence la première, M. Léonce Detroyat, qui était lieutenant de vaisseau avant d'être directeur de *la Liberté*, a repris ses épaulettes et va embarquer sur *la Gironde*, il passera par Bordeaux, où M. Émile de Girardin va le suppléer dans la rédaction. M. Paul de Saint-Victor et M. Charles Joliet se sont transportés là pour l'aider dans la rédaction.

Le *Monde illustré*, évidemment, devra en arriver là. Le directeur du journal s'est déjà préoccupé de cette circonstance inouïe d'un peuple tout entier chassé de ses foyers, de la semence du journalisme brutalement renversée par l'invasion, et dans ce moment on étudie l'organisation difficile d'un journal comme le nôtre dédoublé, l'un paraissant à Tours et pouvant s'adresser de là au monde entier; l'autre satisfaisant les abonnés de Paris.

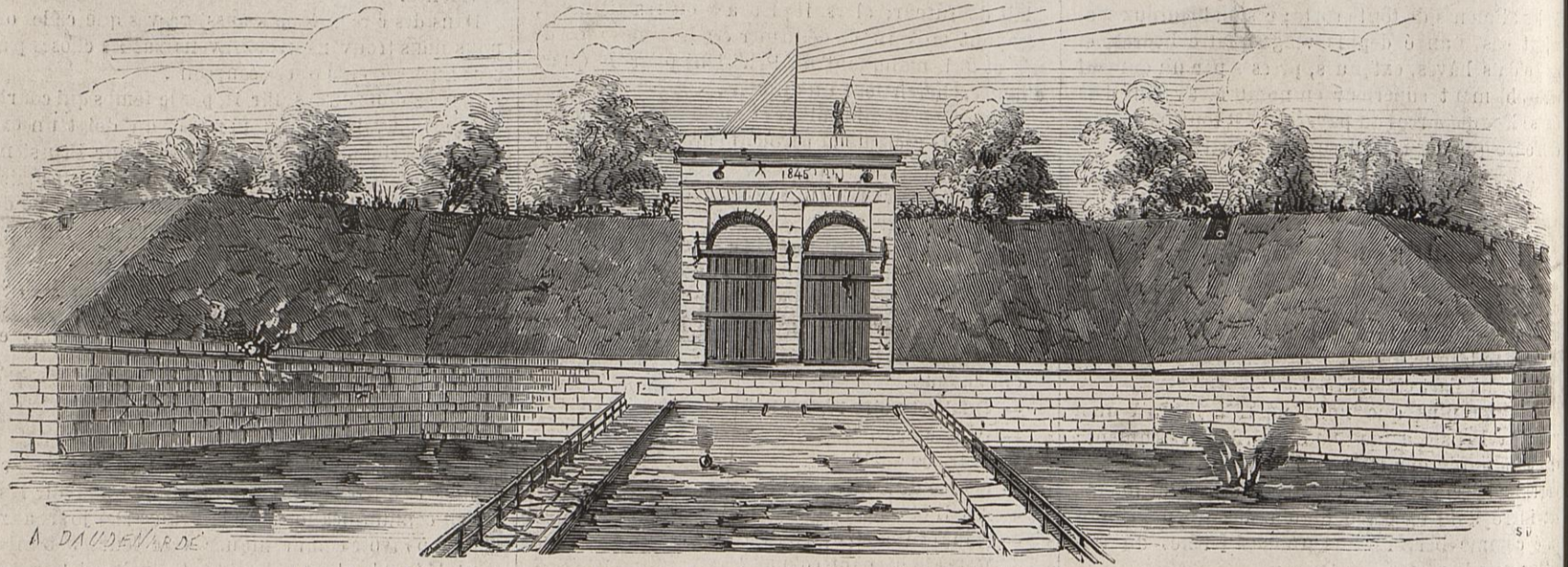
Le point important est celui-ci, savoir ce qui se passe à Paris pendant le siège, le fixer par le burin, et, plus tard, quand nous serons revenus à la paix, dans une situation normale, reprendre ces numéros curieux et apprendre là l'histoire dessinée du siège.

Espérons que tout cela est encore suspendu. Cependant, nous avons lieu de croire que le jour même où on lira ces lignes, le général Vinoy sera engagé devant Paris.

CHARLES YRIARTE.

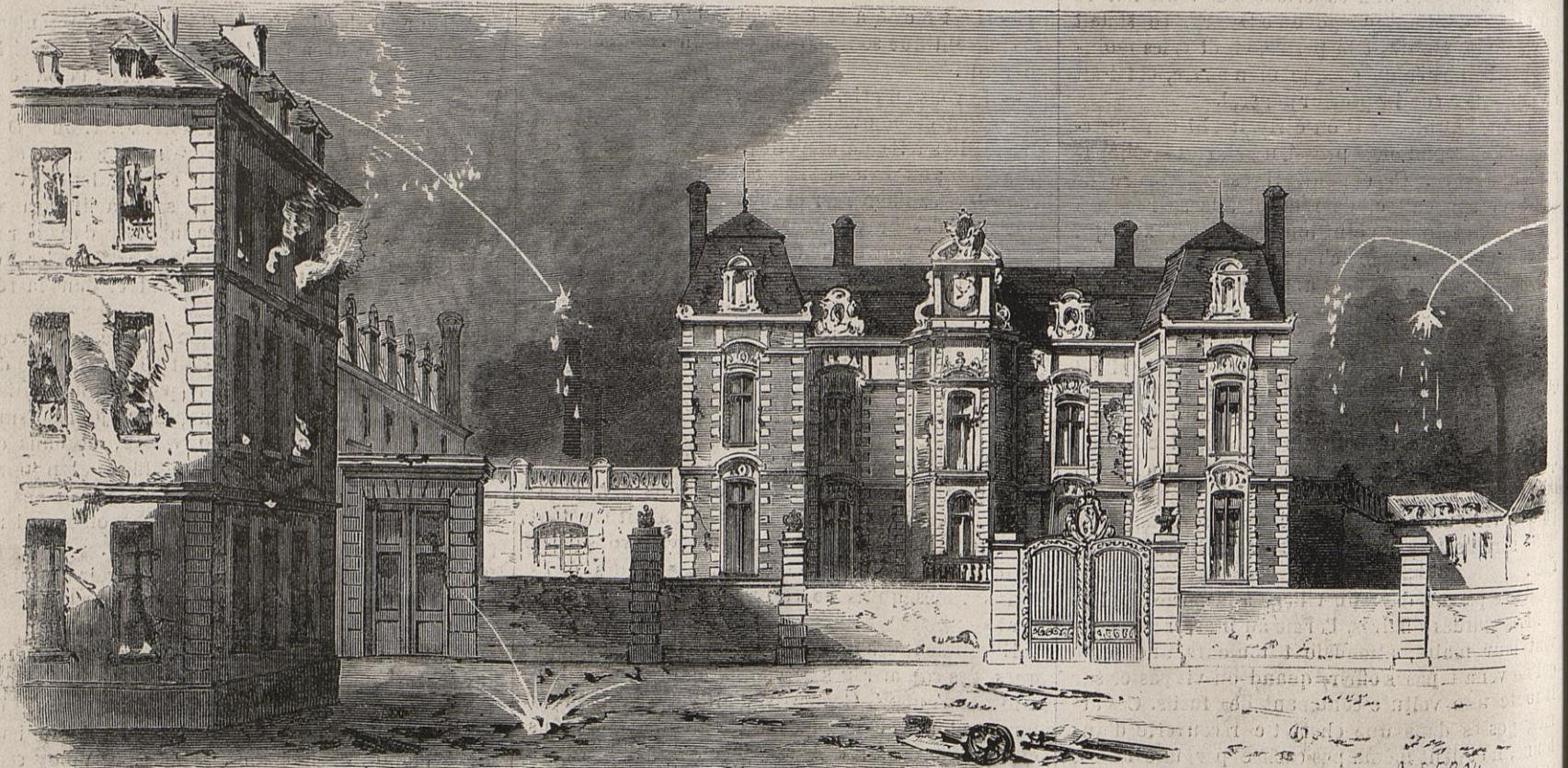


Arrivée du roi de Prusse au château de Bellevue.



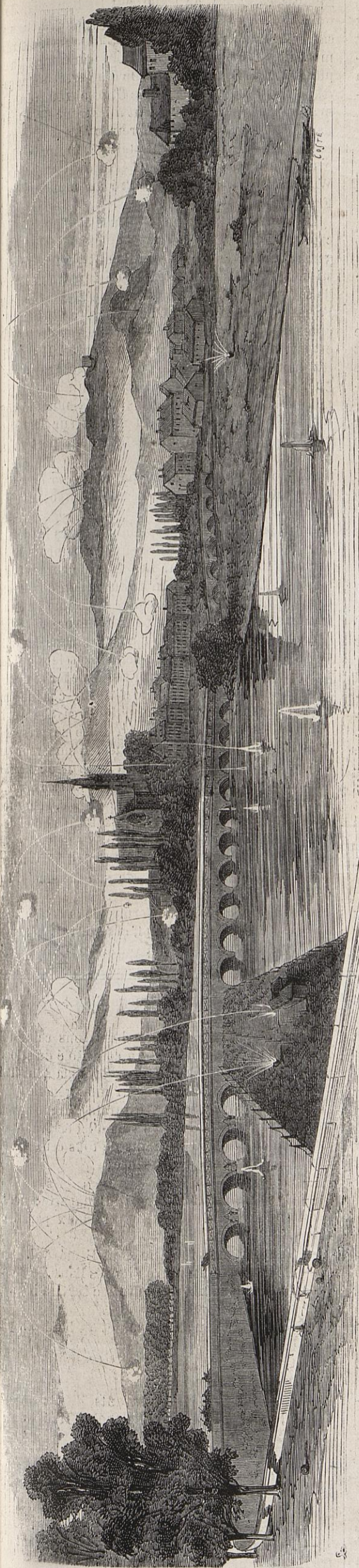
A. DAUDET/AR. DE

Porte de Sedan où le capitaine Lauriston plaça le drapeau parlementaire pour la reddition de la place.

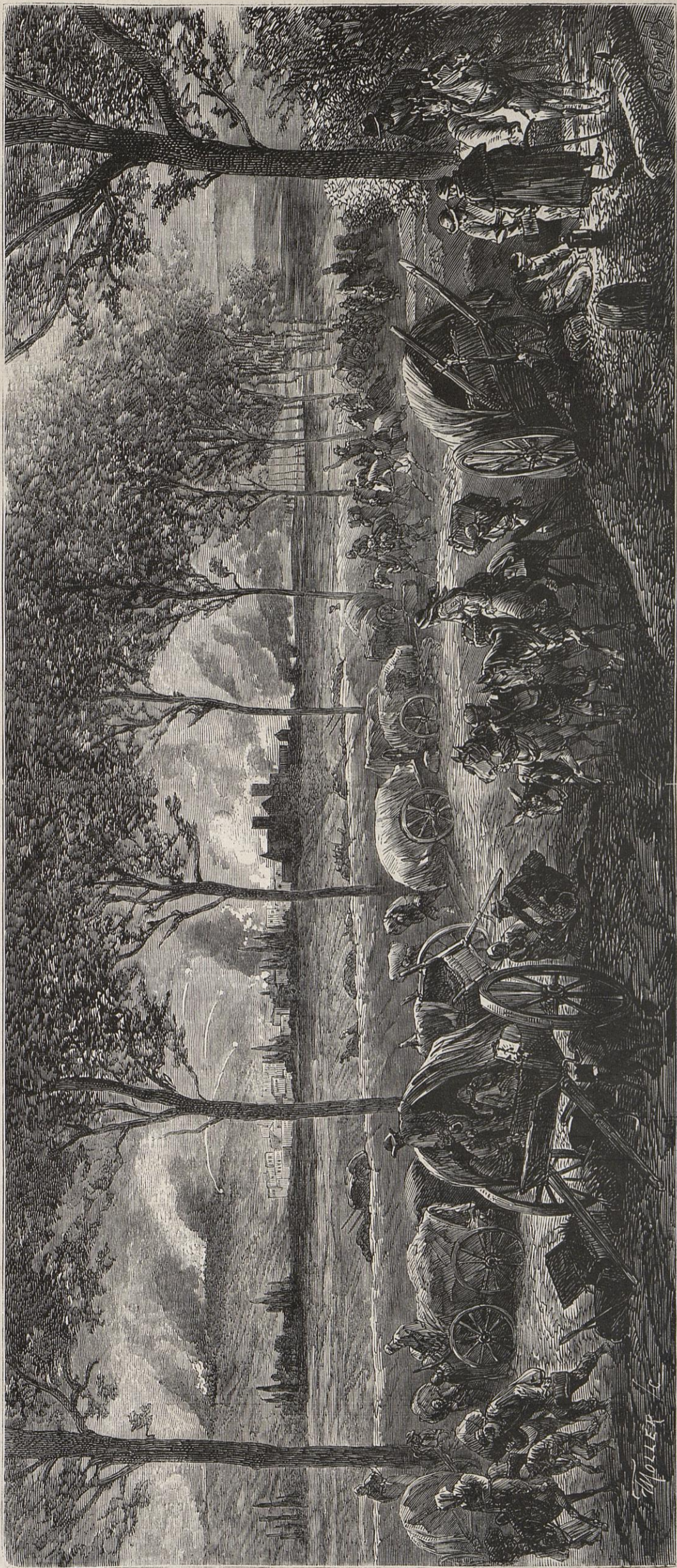


A. DEROU

Quartier général de Sedan. — La maison où fut rapporté Mac-Mahon blessé. (1<sup>er</sup> plan à gauche) — La sous-préfecture. — (D'après les croquis de M. Moullin.)



Bombardement de Sedan. — Positions des ennemis sur les collines environnantes.



Incendie de Mouzon par les Prussiens. — (Croquis de M. Moullin, 30 août, 10 heures du soir.)

## LE BULLETIN DE LA GUERRE

Peu à peu le jour se fait sur cette fatale capitulation de Sedan, qui a livré une armée française à l'ennemi et l'empire à la justice de l'histoire.

Nous ne savons pas tout encore, mais brin à brin, récit par récit, épisode par épisode, la vérité se constituera, et on saura alors sur qui la responsabilité de cette triste journée doit retomber tout entière.

Nous savons déjà que c'est malgré lui que Mac-Mahon, l'héroïque martyr dont la pureté plane au-dessus de cette catastrophe, ne voulut quitter le camp de Châlons que pour se replier sur Paris. Lorsqu'il reçut l'ordre de marcher au nord, sur Reims, il comprit le danger de cette manœuvre, résista en prévenant le ministre de la guerre qu'il serait infailliblement coupé. « Obéissez ! » répondit Palikao. Arrivé près de Reims, le péril lui apparaît plus tangible. Il devient plus pressant dans une nouvelle dépêche, et fait part de ses craintes, que le résultat, hélas ! a si terriblement vérifiées. « Obéissez ! » lui répond encore son ministre. Le duc de Magenta obéit, mais la mort dans le cœur.

Mac-Mahon n'était pas seul à avoir prévu une résistance impossible dans le cas où on le mettait. M. Thiers, qui faisait alors partie du comité de défense, fut aussi clairvoyant lorsque Palikao lui exposa son plan de campagne, qui consistait à faire opérer la jonction de l'armée de Châlons avec celle de Metz. — « Général, lui aurait dit l'historien du premier empire, vous avez tort; au lieu d'une armée bloquée, il y en aura deux. »

*Capitulation de Sedan.* — La seconde ne l'a pas été longtemps. D'après certains récits, le drapeau parlementaire aurait été arboré alors que des régiments entiers se battaient encore. On n'aurait pas attendu qu'elle fût bloquée tout entière dans Sedan.

La capitulation, personne ne l'attendait, pas même le roi de Prusse, qui, dans sa lettre du 3 septembre, adressée à la reine Augusta, dit positivement : « Infanterie, cavalerie, artillerie, se précipiteront en désordre dans la ville, mais sans que rien ne pût nous faire prévoir que l'ennemi songeât à sortir de sa position désespérée par une capitulation. »

Un homme seul comptait sur cette capitulation, et cet homme c'était Napoléon III. Le général de Wimpffen, à qui Mac-Mahon, blessé dès le matin

du 1<sup>er</sup> septembre, avait cédé le commandement de l'armée, et qui voulait donner sa démission plutôt que d'apposer son nom au bas d'un document qui livrait une armée et une ville françaises, le général de Wimpffen reçut du souverain, auquel on n'osait pas encore désobéir, cette lettre plus qu'étrange :

« Général,

« Vous ne pouvez pas donner votre démission, lorsqu'il s'agit encore de sauver l'armée par une honorable capitulation. Je n'accepte pas votre démission. Vous avez fait votre devoir toute la journée, faites-le encore. C'est un service que vous rendez au pays. Le roi de Prusse accepte l'armistice, et j'attends ses propositions.

« Signé : NAPOLÉON. »

Et c'était un empereur français qui trouvait que le mot *capitulation* et le mot *honorable* ne hurlaient pas de se trouver ensemble ! De cet affront, comme jamais aucun peuple n'en a subi de tel, un Bonaparte en recherchait l'honneur !

Ce fut lui, cet homme fatal, qui, sans consulter ni l'armée ni aucun membre de la municipalité de Sedan, fit arborer au-dessus de la porte de la ville, par un de ses fidèles, le général Lauriston, un drapeau parlementaire, fait sûrement d'une serviette et peut-être d'un manche à balai. On n'en trouvait pas de tout fait, et on était si pressé, qu'on prit ce qui tomba sous la main. C'est égal, la serviette et le manche à balai, dans pareille circonstance et en de telles mains, forment un singulier rapprochement.

Le conseil municipal de Sedan, avec lui la cité tout entière, s'étaient engagés à se laisser ensevelir sous ses murailles plutôt que de se rendre.

Lorsqu'on apprit que la ville était livrée au roi de Prusse, l'indignation et le désespoir firent explosion dans tous les quartiers, dans toutes les maisons. De son côté, l'armée éclata dans sa colère indignée. Les trois quarts des soldats, quoi qu'on en ait dit, avaient encore toutes leurs munitions. Les uns demandaient à faire une trouée désespérée à travers les rangs ennemis; les autres, fous de rage, brisaient leurs armes par milliers et jetaient les munitions dans la Meuse. Ils ne voulaient pas les rendre à la Prusse.

*Le 3<sup>e</sup> zouaves meurt et ne se rend pas.* — Dans la position désespérée qui était faite à l'armée, un régiment ne désespéra pas de l'honneur : c'est le 3<sup>e</sup> des

zouaves, celui qui, en Italie, eut les honneurs de la journée de Palestro, qui admit ce jour-là dans ses cadres le *Re Galantuomo*, Victor-Emmanuel. Ce régiment ne voulut pas accepter pour son compte la capitulation de Sedan. Malgré le danger, il s'élança à travers les lignes ennemies, se fit une trouée dans les masses prussiennes et parvint à les franchir. Quand ils eurent passé, ils ne se retrouvèrent que trois cents. Le reste du régiment était perdu, mais l'honneur du drapeau était sauf. Après Cambronne, à Waterloo, ils avaient démontré au monde que la France meurt et ne se rend pas.

Deux généraux ont encore refusé d'adhérer à cette capitulation *honorable*, c'est le général Pellé et le général Carré de Bellemare. Ils ont préféré se constituer prisonniers de guerre que de partager l'avis de se rendre. M. Pellé a suivi en Allemagne toute l'armée qu'on avait livrée. M. Carré de Bellemare, après une suite d'aventures terribles et grotesques, est arrivé à Paris sous un déguisement. Il a été assez heureux pour s'échapper. Le ministre de la guerre lui a immédiatement confié un poste d'honneur dans la défense de Paris; il l'a nommé commandant de Saint-Denis, l'endroit sur lequel on suppose que l'armée d'investissement portera ses premiers efforts.

Ah ! tous ne supportaient pas d'un cœur léger l'humiliation qu'un empire aux abois imposait à leur courage.

Dans la nuit du 1<sup>er</sup> septembre, après la défaite, l'ordre fut donné aux différents corps prussiens de se rapprocher de Sedan. Les feux de gardes furent allumés. La ville, point noir au milieu d'une ceinture de feu, faisait l'effet d'une victime dans une immense gueule, ouverte pour la dévorer.

Le lendemain matin, on aperçut dans la vallée et sur les hauteurs les régiments prussiens qui formaient autour de la ville un cercle de fer et d'acier. Des batteries prêtes à faire feu sur chaque éminence; dans toutes les plaines, de la cavalerie et les baïonnettes de l'infanterie. La lutte se présentait trop inégale pour être continuée. L'empereur qui, la veille, avait déjà écrit au roi de Prusse : *Monseigneur mon frère, n'ayant pu mourir à la tête de mon armée, je dépose mon épée aux pieds de Votre Majesté*, l'empereur se félicita de sa prévoyance et, quittant l'hôtel de la sous-préfecture, où il était logé, il prit dans un coupé la route qui mène de Sedan à Donchery. Un petit nombre d'officiers de son état-major l'accompagnaient.

Il s'agissait d'arrêter les termes de la capitulation que le général de Wimpffen trouvait tellement dure, qu'il avait déclaré la veille qu'il préférât



## CHANVALLON

HISTOIRE D'UN PASSANT SOUS LE CONSULAT ET L'EMPIRE

PAR

CHARLES MONSELET.

(Suite)

Il fallait voir le Deuxième Consul Cambacérés s'es-suyer la bouche en soupirant, et s'arracher péniblement de son fauteuil, pour suivre, à travers le salon de conversation, les évolutions précieuses de son glorieux collègue.

Cambacérés se consolait en pensant aux longs et fins soupers qui l'attendaient dans son hôtel d'Elbeuf, sur la place du Carrousel, en compagnie de d'Aigrefeuille et de Grimod de la Reynière.

Pendant la réception qui suivit le dîner, les regards de Bonaparte semblèrent plusieurs fois chercher quelqu'un.

Il était distrait en adressant la parole à Lacépède; il regardait vaguement par-dessus l'épaule de Sieyès, en s'informant de ses progrès en équitation.

C'est que Bonaparte pensait à ce jeune homme des bois de Marly, à ce Chanvallon qui s'était annoncé à lui comme un de ses invités, et qu'il n'apercevait pas.

Mais Bonaparte n'était pas fait pour se préoccuper longtemps de si peu de chose. Il secoua la tête et redevint tout entier à ses hôtes.

— Bonjour, Esménard, dit-il à un de ceux qui venaient le saluer à tour de rôle.

Esménard était le versificateur agréable à qui on doit le poème de *la Navigation*. Il possédait les bonnes grâces du général.

— Eh bien, lui demanda celui-ci, verrons-nous bientôt paraître quelque œuvre de vous ?

— Général, répondit Esménard, ma muse est précisément en travail à l'heure qu'il est.

— Ah ! ah ! une ode ? un dithyrambe, sans doute ?

— Plus que cela... une épopée.

— Une épopée ! répéta Bonaparte : voilà de l'ambition, monsieur.

— J'espère être soutenu par mon sujet, répondit modestement Esménard.

— Et quel est donc votre sujet ? Je suis impatient de le connaître.

— Je veux célébrer toutes les gloires artistiques, scientifiques et littéraires de la France... sous le Consulat.

— Bravo ! s'écria Bonaparte, ravi à l'idée d'inspi-

rer une épopée; l'idée est magnifique ! Venez donc en causer par ici...

Il passa familièrement son bras sous celui d'Esménard et l'entraîna dans un coin isolé du salon.

— Vous me communiquerez votre plan, lui dit-il.

— C'est trop d'honneur pour moi, général.

— Il faut faire une œuvre durable, digne de votre verve, Esménard... Je vous vois d'ici écrivant sous la dictée de Calliope les noms de tous ceux qui ont illustré cette autre Renaissance !

— Général...

— Ce sera grandiose, reprit Bonaparte; mais... il est indispensable de faire un choix parmi ces noms.

— Telle est mon intention, dit Esménard.

— Donnez-moi un aperçu de vos listes.

— Je ne sais si ma mémoire me servira bien.

— Oui, oui.

— Je procède donc à l'appel, et au hasard... plus tard, je classerai.

— C'est cela.

Esménard se recueillit.

— Je commence par les savants, dit-il; Laplace, Cuvier, Monge, Fourcroy, Bertholet, Haüy...

— Très-bien.

— Lalande?...

— Un athée, murmura le Premier Consul; n'importe, je lui ordonnerai d'avoir à croire en Dieu dans les vingt-quatre heures.

— Jussieu, Parmentier, Chaptal, Millin...

— Passez, passez. Tous nos savants méritent d'être inscrits sur vos tablettes d'or.

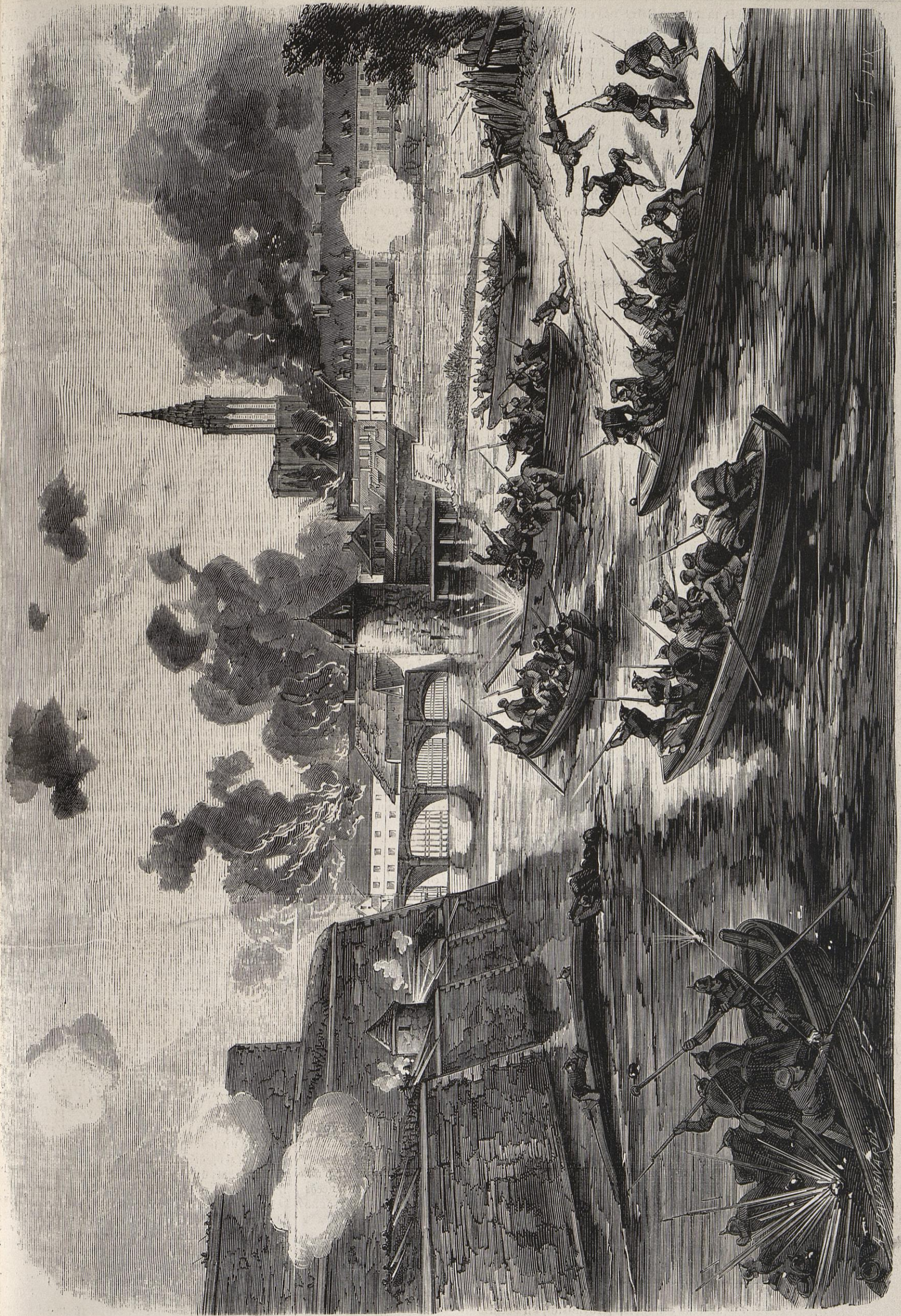




LA GUERRE. — De Bellevue à Bouillon (Belgique). — Napoléon III traverse le champ de bataille de Sedan. — (Croquis de M. Moullin, notre correspondant.)



LA GUERRE. — De Bellevue à Bouillon (Belgique). — Napoléon III traverse le champ de bataille de Sedan. — (Croquis de M. Moullin, notre correspondant.)



STRASBOURG. — Les Prussiens mitrailleurs à travers le port des Pêcheurs.



maîtres de cette maison avaient quitté Senlis à l'approche de l'ennemi, et s'étaient réfugiés à Saint-Germain. Les domestiques nous reçurent.

Le 10 mars.

Le lendemain, de grand matin, nous louâmes un homme et deux chevaux; et laissant le cheval avec lequel nous étions arrivés dans cette maison, nous nous mîmes en route pour Noyon.

Nous courûmes assez vite, et passâmes Compiègne, qui se trouvait alors la limite française. Des détachements de gendarmes faisant patrouille, nous examinèrent de l'œil, avec curiosité; mais un cabriolet conduit par un homme du pays, n'inspira pas beaucoup de défiance; nous avions l'air de gens de la ville, allant à quelque maison de campagne du voisinage.

Nous arrivâmes dans Noyon sans aucune rencontre.

Les habitants, découverts, se tenaient tous sur le pas de leurs portes, et marquaient de l'étonnement de voir des gens assez hardis pour venir à Noyon, tandis qu'une partie de la population avait fui cette ville à l'approche de l'ennemi. Arrivés à l'auberge, nous apprîmes qu'un corps de partisans avait effectivement campé plusieurs jours aux portes de Noyon, venant chaque jour lever des réquisitions de vivres; mais que ce corps avait levé le camp la veille, et s'était porté sur un autre point qui était inconnu.

En partant de Paris, j'avais eu la précaution de prendre des lettres d'un de mes parents, M. le marquis de Sainte-Fère, un des administrateurs de la manufacture des glaces du faubourg Saint-Antoine, royaliste habile et zélé. Dans ces lettres, il m'annonçait aux directeurs de Chauny et de Saint-Gobain, où sont les établissements de la manufacture, comme un parent chargé d'aller examiner le dégât fait par les ennemis dans les ateliers. Nous nous donnâmes donc ostensiblement à l'auberge comme des intéressés de la manufacture des glaces, qui allaient à Chauny; sans cela, il eût été dangereux de demander des chevaux pour cette ville, qui était occupée par les Prussiens.

Nous envoyâmes à la poste, demander des chevaux pour Chauny, où nous voulions aller coucher; mais le maître de poste refusa d'en donner, disant qu'il ne voulait pas exposer ses chevaux et son postillon à être pris; que le lendemain matin il vendrait; que peut-être on aurait des nouvelles de Chauny. N'ayant pu, dans toute la ville, trouver des chevaux, pour aucun prix, il fallut se décider à coucher à Noyon, ce qui nous contraria fort; toute perte de temps nous semblait fâcheuse.

Le 11.

Le matin, de très-bonne heure, nous envoyâmes à la poste. Le bruit, très-heureusement, s'était répandu que l'ennemi avait évacué Chauny. Le maître de poste nous envoya des chevaux. Le postillon qui, déjà une fois, avait été pris et battu par les Prussiens, se montrait plus incrédule que son maître, et grondait dans sa barbe. Nous parîmes, au grand ébahissement des citoyens de Noyon, qui voyaient deux Français sortant de leur ville pour faire route du côté de l'ennemi. Nous tâchâmes de rassurer le postillon. A chaque paysan que nous rencontrions, nous prenions langue. Déjà nous étions parvenus à la moitié du chemin de Noyon à Chauny, lorsqu'un homme, qui habitait un moulin voisin de la grande route, s'approcha de nous pour nous dire que les cosaques rôdaient dans les alentours, et que nous courions le risque d'être enlevés. Sur ce rapport, les frayeurs du postillon recommencèrent, et il fallut se décider à entrer dans la cour du meunier.

A peine avions-nous remis le cabriolet, que les habitants du village accoururent effrayés, en criant: Voilà les cosaques! Mon ami et moi, nous nous portâmes sur la route, et nous aperçûmes effectivement sept ou huit lances ornées de petits drapeaux que le soleil éclairait. Nous nous retirâmes sur les derrières du hameau avec la population. Les lances passèrent sans s'arrêter. Dès qu'elles furent hors de portée, nous fîmes conseil. Il nous convenait bien

de tomber dans la ligne ennemie; mais il ne nous convenait nullement d'être dévalisés par les cosaques, ce qui était fort à craindre. Le postillon refusait d'aller plus loin. Nous n'étions pas sans embarras. Pendant que nous délibérions, le meunier nous apprit qu'à une lieue de là, il y avait un seigneur, ancien émigré, qui allait tous les jours à Chauny et en revenait; qu'il obtenait des laissez-passer, et qu'il ne lui arrivait jamais rien. Nous n'hésitâmes pas à aller consulter ce particulier. Le meunier nous donna un de ses garçons; nous engageâmes le postillon à attendre notre retour, et nous partîmes.

Arrivés à un assez joli petit château, nous demandâmes le maître dont, fort à tort, j'ai oublié le nom. Monsieur, lui dit l'un de nous en l'abordant, vous voyez des voyageurs assez embarrassés, qui viennent vous demander quelques lumières et des conseils. Notre dessein est d'aller à Chauny. Cette ville est occupée, et tout à l'heure une patrouille de cosaques a failli nous surprendre. Nos affaires nous appellent à la manufacture de glaces, et nous voudrions savoir s'il n'y aurait pas quelque moyen d'obtenir de l'officier qui commande à Chauny, un sauf-conduit. Le maître de ce château nous reçut avec politesse et bienveillance. Dans ces temps de malheur, on est plus naturellement porté à s'entre-servir. Il nous dit qu'à la vérité, il avait obtenu plusieurs fois des passe-ports, mais tous les jours la garnison de Chauny se renouvelait, et l'officier qui y commandait, n'était en général qu'un lieutenant ou un capitaine au plus; cependant, il ne croyait pas qu'il y eût de risque à courir pour aller à Chauny. Ceux que nous avions pris pour des cosaques, étaient des lanciers prussiens qui ne dévalisaient pas. Le propriétaire ajouta bientôt aux renseignements qu'il nous donnait, l'offre de nous faire servir à déjeuner, ce que nous acceptâmes. Nous cautionnâmes des événements de la guerre et du caractère qu'elle pouvait prendre, lorsque les domestiques effrayés entrèrent dans le salon, en criant: Voilà les cosaques! Nous regardâmes au travers des croisées qui donnaient sur le jardin, et nous aperçûmes les lances et les petits drapeaux. M. Vinchon prit son or et le jeta au fond d'un poêle où il y avait du feu. Je donnai ma ceinture à une servante qui courut la cacher. Après ces petites dispositions, nous attendîmes les lanciers, qui ne tardèrent pas à entrer au galop dans la cour. C'étaient des lanciers de la landwehr prussienne. Ils aperçurent le déjeuner qu'on avait déjà servi, et s'en emparèrent sans façon. Ils demandèrent de l'eau-de-vie et du tabac. On leur apporta tout ce qu'il y avait de tabac dans la maison, mais ils n'en trouvèrent pas assez, et commencèrent à faire du bruit. M. Vinchon, qui parlait l'allemand, entreprit de les raisonner, et s'adressa au brigadier. Le plaisir d'entendre parler sa langue par un Français, fit sur ce Prussien l'effet du chant d'Orphée sur les habitants des enfers. Il prit affectueusement la main de M. Vinchon, et alors toute la troupe, après avoir allumé ses pipes, s'attabla, et se mit à fumer et à boire dans un silence qui n'était interrompu que par les santés qu'ils nous portaient.

Nous profitâmes des dispositions bienveillantes du brigadier, pour lui demander si nous pouvions, en toute sûreté, nous rendre à Chauny. Il offrit de nous y conduire lui-même; mais nous déclinâmes son offre sur ce qui nous fut dit tout bas par le maître du château, que plus d'une fois, après avoir bu, ils avaient cédé en route à la tentation de dévaliser ceux qu'ils convoyaient.

Après s'être gorgés de jambon, de tabac, de vin et d'eau-de-vie, la troupe remonta à cheval et quitta le château. On fit servir un autre déjeuner. Nous remerciâmes ensuite notre hôte, et reprîmes la route du moulin. Là, forts de l'aventure des lanciers, nous raisonnâmes si bien le postillon, qui avait repris un peu de courage en buvant, que nous lui persuadâmes de nous conduire. On nous avait instruits, d'ailleurs, que la première sentinelle prussienne était placée au delà du pont de Chauny, et notre dessein était de nous arrêter à la première auberge qu'on disait être située à l'entrée du faubourg.

Nous arrivâmes sans encombre au faubourg de Chauny. L'aubergiste nous ouvrit avec une précipi-

tation qui indiquait la frayeur d'être surpris, et nous pressa d'entrer promptement, dans la crainte que nous ne fussions aperçus par des patrouilles prussiennes.

Nous apprîmes tout ce qui était arrivé à Chauny. Trois jours auparavant, l'ennemi s'étant présenté, quelques ouvriers de la manufacture des glaces avaient tiré sur les Prussiens, et en avaient tué un. Ceux-ci, courroucés, avaient d'abord voulu brûler la ville; mais ensuite ils avaient fini par se contenter de frapper sur Chauny une contribution de cent mille francs, dont soixante sur la manufacture. Le directeur, qu'on avait voulu fusiller, avait si bien plaidé sa cause devant le général, en démontrant que les hommes qui avaient tiré n'appartenaient plus, depuis un an, à la manufacture; qu'outre sa propre liberté, il avait obtenu un dégrèvement de vingt-trois mille francs, mais il lui fallut payer les trente-sept autres dans la journée.

LORÉDAN LARCHÉY.

## COURRIER DU PALAIS

Si je devais vous faire connaître les notifications nouvelles qui ont été faites dans la magistrature, il me faudrait prendre le rôle, et surtout le format d'un journal officiel. Peut-être, au fur et à mesure que les circonstances l'exigeront, aurai-je à vous parler des procureurs généraux et des avocats généraux des principaux ressorts.

Pour aujourd'hui, je me contente de rappeler quel est l'éminent avocat qui vient d'être choisi par le gouvernement pour occuper le poste élevé de procureur général près la Cour d'appel de Paris.

M<sup>e</sup> Leblond devait compter sans contredit parmi les avocats de premier ordre, et si j'ai eu trop rarement l'occasion de parler de lui, c'est que la nature des causes dans lesquelles brillait son talent m'en interdisait le plus souvent l'analyse. M<sup>e</sup> Leblond, par la forme de son éloquence, par tempérament peut-être, semblait voué aux plaidoiries politiques; il a une ardeur pleine de calme, une violence pleine de sang-froid que nulle puissance ne pouvait arrêter, que nulle interruption agressive ne savait entraîner au delà de la pensée méditée, au delà de l'expression nécessaire.

On pense bien que, comme tout écrivain possible, c'est uniquement mon appréciation personnelle que je donne ici. Certainement, quand j'ai entendu et écouté M<sup>e</sup> Leblond plaider les procès de presse, je ne recueillais pas mes impressions pour les réunir plus tard dans une étude critique que je ne savais certainement pas devoir faire un jour; c'est donc de souvenir et sans préméditation que mon opinion se formule. M<sup>e</sup> Leblond devait prodigieusement étudier ses causes, parce qu'il les savait toujours prodigieusement bien: sa facilité d'élocution est des plus remarquables, et — si je ne me trompe — il a assez de puissance sur lui-même pour improviser tout en cherchant son terrain, et en se tenant toujours prêt à modifier la marche de son argumentation, sans que cet effort soit perceptible. Jamais un repos apparent, jamais une hésitation! Sa parole est sérieuse, sévère et devient parfois, malgré cela, amèrement ironique.

On pourrait dire de lui ce qu'on a dit de certains chirurgiens, qu'il sait opérer sans faire crier le patient; la phrase virulente est dite, bien dite, puis remplacée par une autre avec une transaction habile et rapide à ce point que les protestations n'ont pas le temps de se produire. L'orateur est aussi loin de la vulgarité que de la solennité pompeuse; ajoutons qu'il ne nous a jamais paru dominer comme Berryer, par exemple; mais — et ce n'est pas un petit éloge — il ne cherche pas l'effet qu'il ne sait pas produire; c'est toujours une conjecture, bien entendu! Du reste, ce qui était l'éloquence de l'avocat ne sera peut-être plus l'éloquence du chef du parquet.

Vous le savez mieux que personne, vous, mes lecteurs du *Monde illustré* depuis six ans, que je sais reconnaître mes erreurs; aussi pouvez-vous compter que j'attends avec impatience la première grande cause dans laquelle M. le procureur général aura à



Bataille de Sedan. — Le 3<sup>e</sup> zouave, refusant de capituler, se fraye un passage à travers les masses ennemies.



PARIS. — Les spahis (goums arabes) quittant la capitale pour contribuer à sa défense en dehors de l'enceinte.

donné  
pour  
en mé  
si j'ai  
Voy  
procès  
peuve  
d'être  
La  
servan  
togéna  
vant l  
bunal  
la pr  
nemen  
ancier  
royale  
beuf,  
quatre  
tobre  
charge  
volont  
était c  
nées à  
gagné  
maître



La ville de Metz avant l'investissement.

donner ses conclusions, pour me dire à moi-même en même temps qu'à vous, si j'ai été bon juge.

Voyons maintenant les procès qui, dans ce temps, peuvent valoir la peine d'être racontés :

La femme Rouzier, la servante d'un vieillard octogénaire, a comparu devant la 6<sup>e</sup> chambre du tribunal correctionnel, sous la prévention de détournement de succession : Un ancien officier de la garde royale, M. Robert de Sambreuf, mourait à l'âge de quatre-vingt ans, le 30 octobre 1869 ; sa femme de charge, que l'on appelait volontiers *madame Rouzier*, était depuis plusieurs années à son service, et avait gagné la confiance de son maître par les bons soins

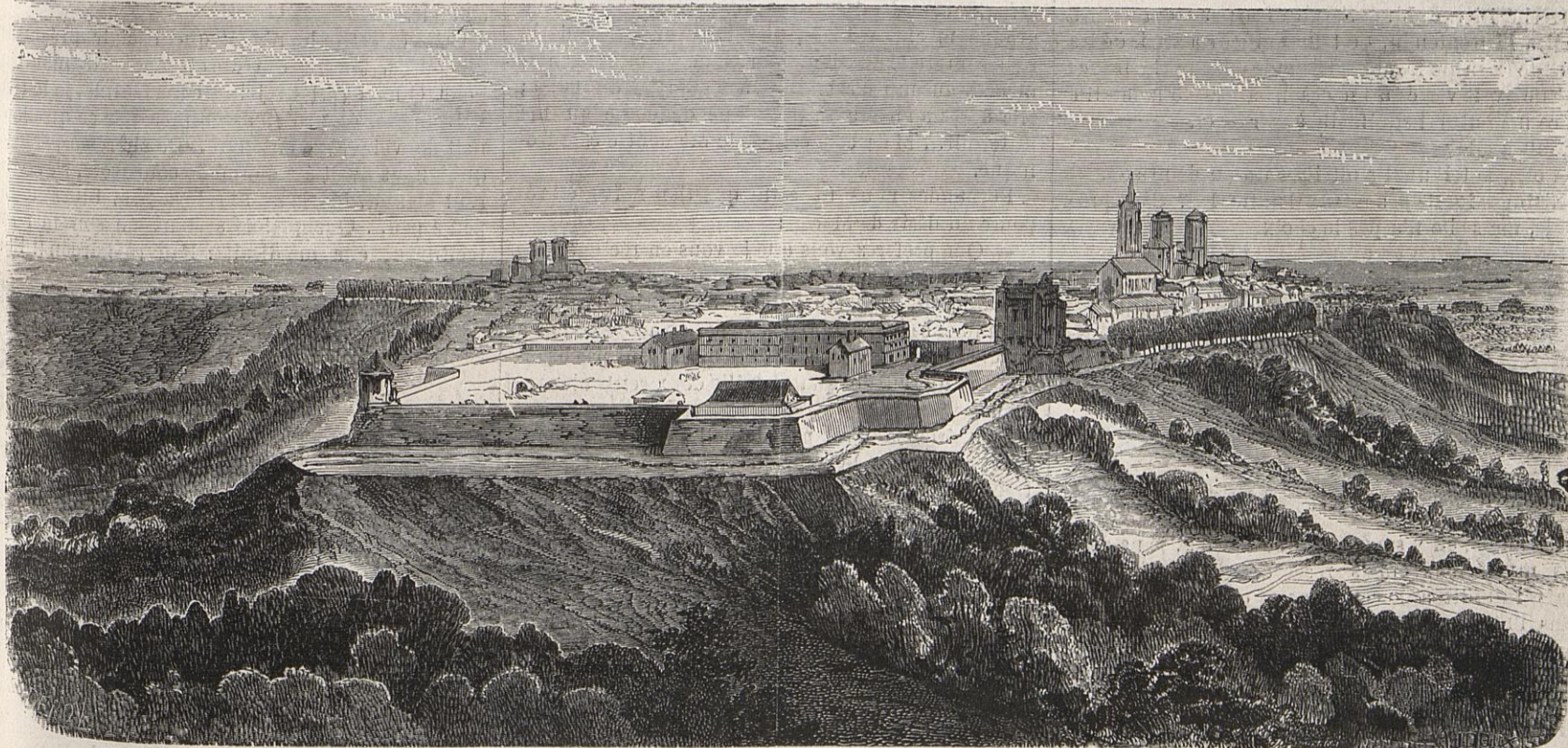


La ville de Toul.

qu'elle lui prodiguait. Le vieillard mort, elle produit un testament qui contient divers legs au profit des parents qui se présentent ; et, pour elle?... Rien, absolument rien !

Comment voir là une M<sup>me</sup> Évrard ? Aussi les héritiers, par un sentiment de reconnaissance, ou d'admiration, résolurent-ils de lui donner 10,000 fr. Il fallait bien reconnaître le désintéressement de celle dont déjà peut-être on avait pu suspecter les intentions ! Elle allait, ma foi, accepter la récompense due à sa probité exemplaire, lorsqu'on s'aperçut qu'une notable part de la succession avait disparu.

Depuis le *Vieux célibataire*, de Colin d'Harleville, jusqu'au *Testament de César*



La forteresse de Laon avant l'explosion.



sans précédent. Sous la première Révolution, au mois de septembre 1792, tous les spectacles fermèrent d'un commun accord. Comme aujourd'hui, l'ennemi harcelait nos portes; le danger était trop pressant pour laisser quelque place au plaisir. Pourtant ce relâche fut de courte durée : trois semaines pour les uns, un mois pour les autres. On comprit que le théâtre était un moyen d'agir sur les esprits, un agent d'enthousiasme dont il ne fallait pas se priver. De là, toute une série de pièces patriotiques, tout un répertoire que l'on devait plus tard confondre injustement sous le titre de *Théâtre rouge*.

Il n'y a rien de rouge dans l'*Apothéose de Beurepaire*, drame en un acte et en vers, composé pour célébrer la noble action du commandant de Verdun, et représenté sur le Théâtre-Français. On y trouve, au contraire, un ensemble de préceptes fort modérés, et particulièrement une définition ingénieuse de l'égalité, qui mérite d'être reproduite ici. Trois hommes du peuple trinquent dans un cabaret de la place du Panthéon, à l'enseigne du *Grand Beurepaire*. Ils viennent d'assister à la pompe funèbre, et ils sont mécontents d'y avoir vu tant de « faquins musqués. » Un jeune canonier essaye de leur faire comprendre que l'égalité réside dans les cœurs plutôt que dans les habits. Guillaume n'est pas convaincu; il dit :

Mais pour quoi l'un est-il plus fortuné que l'autre ?  
Le bien de l'opulent devrait être le nôtre.

A cette objection, le canonier répond par le jeu de scène suivant : il remplit trois verres, en s'écriant : « Buvez ! » Guillaume et Nicolas avalent leur d'un seul trait. Le canonier, lui, ne boit qu'une gorgée :

..... Il ne vous reste rien.  
Je me ménage, et vous, vous buvez tout de suite.  
Vous voyez par cela l'égalité détruite.  
Ce que je possédais m'en appartient-il moins ?

Et voilà, du même coup, la propriété définie ! L'*Apothéose de Beurepaire* était d'un jeune homme nommé Lesur.

Une autre pièce de circonstance, le *Siège de Li le*, fut jouée au théâtre Favart; c'était un opéra-comique en trois actes, paroles de Joigny, musique de l'acteur Trial. Il en reste peu de chose. — *Les Volontaires villageois*, de Lavallée, mirent gaieusement nos premiers succès en couplets sur l'air de la *Carmagnole* :

Le roi de Prusse avait promis  
Qu'il viendrait souper à Paris;  
Mais, pour se rendre à notre avis,  
Il s'en retourne en son pays.  
J'en avons fait prier  
Par notre canonier.....  
Dansons la carmagnole;  
Vive le son  
Du canon !

Brunswick en faisant ses écrits,  
Disait : Les Français seront pris.  
Nous, en républicains polis,  
Notre réponse eut bien son prix.  
J'avions pour encrier  
L'arme du canonier.....  
Dansons la carmagnole;  
Vive le son  
Du canon !

Ne dirait-on pas ces couplets écrits d'aujourd'hui, ou de demain? Le refrain de la *Carmagnole* jouissait alors d'une grande vogue, concurremment avec l'*Hymne des Marseillais*, alors dans sa nouveauté, et cet hymne que les Parisiens, accoutumés à tout railer, devaient bientôt parodier ainsi :

Allons, enfants de la Courtille,  
Le jour de boire est arrivé !  
C'est pour nous que le boudin grille....

M. E. Jauffret, dans ses études sur la littérature dramatique de cette époque, cite, sans indication de théâtre ni d'auteur, *Clémence ou l'Héroïne française*, pièce lyrique, mêlée d'évolutions militaires. A l'approche des troupes étrangères, le commandant sort de la place avec la garnison, et chante :

Braves Français, suivez mes pas !  
Marchons ! Il faut punir l'audace  
De l'ennemi qui nous menace.  
La gloire nous attend au milieu des combats.

Mais si, malgré notre vaillance,  
Le ciel s'oppose à nos projets,  
Jurons que nos vainqueurs, avant d'entrer en France,  
Immolent le dernier des Français !

Ces sentiments sont redevenus aujourd'hui plus actuels que jamais.

Les auteurs suivaient pas à pas les événements de la guerre. C'est ainsi que la fameuse et fougueuse Olympe de Gouges imposa, pour ainsi dire, au théâtre de la République, un amphigouri de sa façon, intitulé : *Le général Dumouriez à Bruxelles, ou les Vivandiers*. On y voyait les demoiselles Fernig et le jeune Egalité. Cette pièce est demeurée célèbre par l'apostrophe que l'auteur adressa du haut d'une loge au parterre : « Citoyens ! vous demandez l'auteur; le voici, c'est moi, c'est Olympe de Gouges ! Si vous n'avez pas trouvé la pièce bonne, c'est que les acteurs l'ont horriblement jouée ! »

Le *Siège de Thionville*, en deux actes, obtint un meilleur sort à l'Académie de musique. En voici l'analyse, d'après M. Jauffret : « Merlin, citoyen de Thionville, craint d'être trahi; le maire et le commandant Wimpfen voudraient éloigner ces soupçons, quoiqu'ils ne soient pas eux-mêmes, le dernier surtout, sans inquiétudes à cet égard. Wimpfen attribue à la trahison l'inaction de Luckner. La ville est complètement investie; elle ne reçoit ni secours ni nouvelles. Trois messagers ont été envoyés; mais, ainsi que la colombe de l'arche, ils ne reviennent pas. Grande rumeur cependant ! Les voici, ce sont eux; ils sont porteurs des décrets de l'Assemblée :

Nous n'avons plus de rois, la France est République;  
Le sceptre est brisé pour jamais ! »

Que de rapprochements ! — Citons encore, à l'Opéra-Comique, *la Coalition des rois contre la France et le Cri de la patrie*, en trois actes, musique de Lambertini. — Une chanson, tout à fait de mise à présent, est la chanson que chantaient alors Radet et Desfontaines, dans leur vaudeville : *Au retour !*

Un père avait dix-sept enfants,  
Braves, dispos et bien portants;  
V'là qu'un matin tout l'monde s'écrie :  
L'ennemi menace la patrie !  
Y a des moments  
Où l'on n' peut avoir trop d'enfants !  
Cet' chanson, qu' est un' vérité,  
Nous offre une grande moralité :  
C'est que not' mère, c'est la patrie,  
Et qu' pour sauver c'te mère chérie,  
Y a des moments  
Où faut qu' les pères suivent les enfants !

Je ne veux pas prolonger la nomenclature des pièces inspirées par la défense du sol. Nous aurons, nous aussi, nos compositions patriotiques, et elles ne seront pas certainement au-dessous de celles de la première Révolution. En attendant, bornons-nous à faire des vœux pour la réouverture des théâtres de Paris. Il n'entre rien de frivole dans ce désir. Les gens qui vivent du théâtre et par le théâtre, acteurs, auteurs, employés, machinistes, costumiers, peintres, musiciens, copistes, hommes, femmes, enfants, sont nombreux, très-nombreux, et aussi intéressants que d'autres. Leurs moyens d'existence leur sont enlevés; espérons que les événements se chargeront prochainement de les leur rendre. — Se figure-t-on Paris sans théâtres ?

CHARLES MONSELET.

## CHRONIQUE MUSICALE

### L'OPÉRA SOUS LA PREMIÈRE RÉPUBLIQUE.

Nous ne ferons pas de longs discours pour exprimer le chagrin que nous ressentons de ce qui se passe. Par contre, nous écouterions aussi longtemps qu'il voudrait parler celui qui entreprendrait de démontrer que Paris a mérité l'affront qui lui est fait. Ce serait une curieuse conférence !... Paris qui a défilé Beethoven, Weber, Mozart; Paris hospitalier à toutes les gloires ! Paris être assiégé par une armée allemande !

Quand on fera l'histoire musicale de ce siècle, il faudra se précautionner de bonnes preuves pour

écrire ce chapitre. Encore voudra-t-on croire, au vingtième siècle, que des bombes ont été chargées à Berlin pour incendier le Conservatoire où triomphe Beethoven, et l'Opéra où règne le Prussien Meyerbeer ?

Mais n'achevons point ce noir tableau, et, entre deux gardes montées aux fortifications, reprenons impassiblement nos travaux, comme si nous avions l'espoir de trouver un seul lecteur au milieu de cette confusion des esprits.

Ce ne sera point d'ailleurs nous éloigner tant des choses du jour que de rappeler quelques anecdotes ayant trait à la musique sous la première République.

— La révolution du 10 août 1792 s'était annoncée d'une façon assez inattendue dans la chapelle des Tuileries. Le dimanche précédent, les chœurs chantant vêpres devant Louis XVI, et toute la cour avaient souligné d'une manière significative le verset du *Magnificat* : *Deposuit potentes de sede, et exultavit humiles...* Les courtisans qui savaient assez de latin pour comprendre l'épigramme rispostèrent par un *Domine salvum fac regem* dit à pleins poumons, et ce duel à coups de gosier jeta un grand trouble parmi l'assistance.

— Le gouvernement actuel rappelait dernièrement au public que les affiches sur papier blanc étaient réservées aux actes de l'autorité. Ce règlement émane de la première Assemblée nationale, et il prescrivait qu'à partir du 15 janvier 1792 les affiches de théâtres et autres seraient imprimées sur papier de couleur.

— Cette même année 1792, si fertile en événements d'importance diverse, les sieurs Francœur et Cellérier étaient mis en possession du terrain des écuries des Tuileries « pour y construire une nouvelle salle d'opéra et d'autres bâtiments de spéculation. » Mais il ne fut pas donné suite à ce projet, et l'Opéra, qui donnait alors ses représentations au théâtre de la Porte-Saint-Martin, se transporta rue de la Loi, ci-devant de Richelieu, dans la salle construite par M<sup>lle</sup> Montansier. Cette salle, chef-d'œuvre de l'architecte Victor Louis, occupait l'emplacement du square Louvois. Après l'assassinat du duc de Berry elle a été démolie, ou plutôt démontée, puis reconstruite rue Le Peletier, où nous la voyons aujourd'hui.

— La première République, moins tolérante que ne l'a été la seconde et que ne le sera certainement la troisième, avait interdit la représentation de la plupart des opéras d'alors, « comme présentant des rois, des reines et autres personnages propres à blesser les oreilles et les yeux des républicains qui fréquentent maintenant les spectacles. Il est temps, en effet, ajoutait le décret, d'oublier ces vieilles chimères de nos pères, et de ne plus offrir sur nos théâtres que des modèles d'un patriotisme ardent et d'un amour brûlant pour la patrie, la liberté et l'égalité. » — Il n'est, certes, pas à craindre que notre libéral gouvernement s'avise d'un décret aussi mesquin, sans quoi nous serions privés de *Robert-le-Diable* (à cause de la princesse de Sicile); de *Huguenots* (à cause de la reine de Navarre); de *Guillaume Tell* (à cause du bailli Gessler); de *la Favorite* (à cause du roi Alphonse), et en général de tous les opéras du répertoire.

— On jouait en 1793 un opéra de Jadin, intitulé le *Siège de Thionville* (et qui, soit dit en passant, pourrait être repris aujourd'hui avec beaucoup d'à-propos). Cet opéra, paraît-il, était fort du goût de l'autorité, qui, le 19 juin, « arrête que le *Siège de Thionville* sera représenté gratis et uniquement pour l'amusement du peuple. » — Mais, le 7 juillet suivant (nous apprend Castil Blaze), on ne put pas exécuter le *Siège de Thionville*, dont l'affiche annonçait la représentation. Les gendarmes qui figuraient en costume, avec armes et bagages, dans cette pièce, étaient partis le matin pour aller tirer à balles sur de vrais Autrichiens.

.....  
A bientôt, nous l'espérons, la continuation de ces notes, à moins que le bruit du canon.... (car à l'heure où nous terminons cet article, les Prussiens sont sous les murs de Paris).

ALBERT DE LASALLE.



Les mobiles de Bretagne.



Les billets de logement.



Les quais de Paris. — (Dessins de Crafty.)

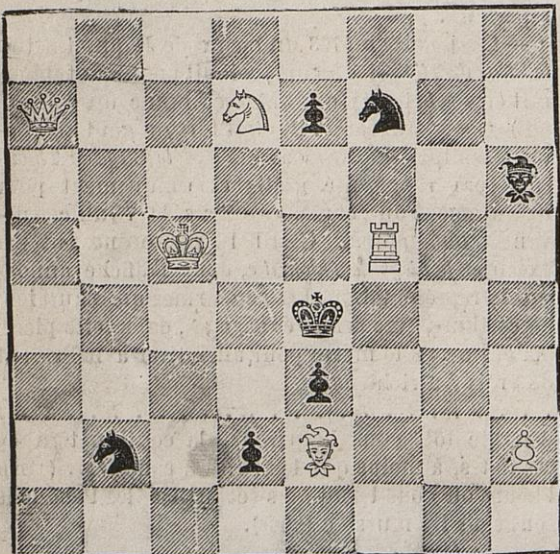
CHRONIQUE ÉLÉGANTE

La machine à coudre Wilcox et Gibbs est une véritable machine enchantée, comme celles dont parlent les contes et les fabliaux.

Sous son aiguille merveilleuse, le travail s'accomplit comme par miracle; il faut voir fonctionner son rouage pour se faire une idée de sa rapidité magique.

PROBLÈME N° 348

COMPOSÉ PAR M. SAMUEL G.



Les blancs ont mat en trois coups.

Ourllet, piqure, soutache, point de chaînette, broderie, il n'est pas d'ouvrage que cette machine n'achève dans la perfection et en un clin d'œil.

La grande dame lui fait composer ces jolis riens de la coquetterie que les magasins livrent au poids de l'or.

La machine à coudre Gibbs et Wilcox (boulevard Sébastopol, à l'angle de la rue Grenéta) est la providence des personnes aux ressources restreintes.

C'est à la Corbeille de fleurs la fête permanente des parfums. Le muguet, le réséda, la rose, l'ylang-ylang y répandent perpétuellement leurs exquis émanations. La violette de Parme, en particulier, n'a pas de secret pour MM. Pinaud et Meyer. Elle s'introduit dans leur cosmétique comme ces excellentes petites fées des contes de Perrault qui faisaient leur métier d'embellir les princesses.

Leur crème-neige rend à la peau ses tons lisses et sa fraîcheur; le cold-cream fraise et violette, la parfume, la nourrit, la tonifie, en faisant disparaître toutes les aspérités du tissu dermal; la poudre de riz aux violettes de Parme communique à l'épiderme sa blancheur et le fait briller d'un nouvel éclat; la pâte callidermique conserve la fraîcheur et la beauté du teint.

La cosmétique de la Corbeille fleurie (boulevard Italien) a trouvé pour la beauté le printemps perpétuel.

Comtesse A. DE BORETTY.

**UN LIVRE INDISPENSABLE. — 50 centimes.** *Petits éléments des Codes français*, par demandes et réponses par J. PICOT, Docteur en droit, Avocat. Envoyer le prix en timbres-poste, à l'administrateur du *Monde illustré*, M. BOURDILLIAT. — 50 centimes pour recevoir franco dans toute la France et l'Algérie.

**LE RÉPARATEUR** A BASE DE QUINQUINA rend progressivement aux cheveux et à la barbe leur couleur primitive. Envoi franco de la BROCHURE, 11, rue de Trévise, Paris.

RÉBUS



EXPLICATION DU DERNIER RÉBUS

On ne flaire pas un tableau, disait Rembrandt, car l'odeur de l'huile n'est pas saine.

PARIS. — IMPRIMERIE JANNIN, 13, QUAI VOLTAIRE